

Majorité départementale

L'ESSONNE AVEC VOUS

Le Conseil départemental s'engage à vos côtés pour l'environnement !

Le 15 mars dernier, dans plus de 100 pays, des centaines de milliers de lycéens et étudiants ont manifesté en faveur d'une action plus rapide et plus franche contre le réchauffement climatique.

Parmi les acteurs publics capables de répondre à cette problématique, les collectivités territoriales doivent jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre le dérèglement climatique et engager une transition énergétique reposant sur des énergies propres.

Au vu de cette urgence, tant climatique que sociale, le Département de l'Essonne a décidé d'accélérer la transition énergétique et de réconcilier écologie et pouvoir d'achat de ses habitants. C'est tout le sens de la mise en place de la **Prime éco-logis 91**.

Cette nouvelle aide départementale a pour but d'accompagner chaque Essonnien propriétaire, sans aucune condition de ressources, à financer des travaux de rénovation énergétique dans leur logement. Cette nouvelle aide innovante profitera également aux copropriétés engageant des travaux de rénovation.

Ainsi, pour être éligible à la Prime éco-logis 91, jusqu'à 2 300 €, il suffit de répondre à des conditions simples :

- être propriétaire occupant, sans conditions de ressources exigées,
- engager au moins 3 000 € HT de travaux dans sa résidence principale en Essonne,

- réaliser des travaux d'isolation, d'équipement de chauffage, de remplacement de fenêtres, de ventilation ou de production d'électricité solaire,
- faire réaliser les travaux par des entreprises titulaires de la mention "Reconnu garant de l'environnement" (RGE).

La majorité départementale va dans le sens de l'histoire en portant une politique se voulant responsable et ambitieuse avec, d'un côté l'optimisation de la performance énergétique pour l'environnement et le confort des habitants, et de l'autre un soutien significatif pour le pouvoir d'achat des Essonnien. Dans la même veine, le Département de l'Essonne souhaite faciliter l'achat de produits locaux et de qualité pour la restauration scolaire. Dans le cadre de la politique éducative en faveur des collèges, le Conseil départemental de l'Essonne travaille à la mise en place d'une légumerie. Cette solution favoriserait l'approvisionnement en circuits courts pour les menus de la restauration des collèges. Le Département travaille également sur un dispositif qui favorisera son autonomie en matière de production d'énergie grâce notamment aux fermes solaires ou à l'utilisation d'hydrogène.

À nouveau, la majorité du Conseil départemental de l'Essonne prend ses responsabilités pour rendre compatible l'environnement et le bien-être des Essonnien.

L'ESSONNE AVEC VOUS

01 60 91 90 52 / Pour joindre les élus de ce groupe : Groupe-EAV@cd-essonne.fr

Suivez-nous également sur twitter : @GroupeEAV91 et facebook : L'Essonne avec vous

Jean-Pierre BÉCHTER, Jérôme BÉRENGER, Dominique BOUGRAUD, Michel BOURNAT, Dany BOYER, Marie-Claire CHAMBARET, Guy CROSNIER, Laure DARCOS, François DUROVRAY, Dominique ÉCHAROUX, Sandrine GELOT, Sylvie GIBERT, Aurélie GROS, Patrick IMBERT, Nicolas MÉARY, Éric MEHLHORN, Caroline PARÂTRE, Nicole POINSOT, Claude PONS, Sophie RIGAULT, Alexandre TOUZET, Caroline VARIN, Brigitte VERMILLET.

CITOYENS POUR L'ESSONNE

Un cercle vertueux

La prime Eco-logis votée en mars aidera tous les propriétaires essonnien à moderniser leur logement dans un but écologique. En effet, 40% des logements de notre département nécessitent des travaux d'isolation. Elle leur offrira également

un retour sur impôts fonciers à hauteur de 18 M€ par an, ce qui est unique en France. Enfin, elle permettra d'offrir de l'activité supplémentaire aux artisans et aux entreprises locales.

CITOYENS POUR L'ESSONNE

01 60 91 31 49 / citoyenspourlessonne@cd-essonne.fr

Olivier CLODONG, Dominique FONTENAILLE, Françoise MARHUENDA, Martine SUREAU.

Opposition départementale

RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

Grand débat national, une occasion manquée pour l'Essonne

La France est traversée depuis le mois de novembre par des manifestations de colère et d'exaspération d'une partie de la population qui voit sa situation économique se dégrader et qui réclame plus de justice sociale, fiscale et environnementale mais aussi une profonde réforme de notre démocratie. Cette situation est sans précédent.

Afin de répondre à ce mouvement, le Président de la République a décidé l'organisation d'un Grand débat national censé permettre à tous les citoyens de s'exprimer et d'être entendus. Si aujourd'hui nous ne savons pas ce qui ressortira de cette consultation, il est indispensable pour tout un chacun de s'en emparer.

De nombreuses collectivités, de gauche comme de droite ont fait le choix ces dernières semaines de participer activement au Grand débat national. Non pas pour soutenir Emmanuel Macron mais bien pour "jouer le jeu" de la démocratie et faire des propositions concrètes.

Ainsi, dans de nombreux départements, les exécutifs ont organisé des réunions, des tables rondes, des débats voir même des séances publiques dédiées à construire de la manière la plus consensuelle possible des contributions à ce Grand débat national.

En Essonne, comme trop souvent depuis 2015 c'est la politique politicienne qui a pris le dessus.

La majorité de droite a fait le choix d'adresser directement au gouvernement une contribution sous la forme d'une délibération.

Cette délibération a démontré si cela était nécessaire, l'incapacité du Président du Département à rassembler, à concerter et à sortir de son rôle de chef clanique au service de quelques-uns.

Le résultat est une délibération bancale, un patchwork de propositions pour certaines très politiques qui ne répondent absolument pas à l'enjeu national. D'ailleurs, cette délibération votée par une partie des membres de la majorité est totalement hors sujet puisqu'elle ne répond pas véritablement aux 4 thèmes proposés par le gouvernement.

Nous avons voté contre cette délibération bien que certaines propositions étaient intéressantes mais nous ne pouvions pas cautionner ni la méthode ni de nombreuses propositions de ce texte.

Au final, le gouvernement n'a pas reçu un texte émanant de notre collectivité mais bien une contribution politicienne de l'exécutif départemental sans rapport avec le Grand débat national.

RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

01 60 91 90 93 / Pour suivre l'actualité des élus de ce groupe : www.RGE91.fr

Suivez-nous également sur twitter et facebook : @groupeRGE91

Damien ALLOUCH, Hélène DIAN, Annick DISCHBÉIN, Jérôme GUEDJ, Fatoumata KOÏTA, Anne LAUNAY, Frédéric PETITTA, Stéphane RAFFALLI, Marjolaine RAUZE, Rafika REZGUI, David ROS.

TENIR NOS ENGAGEMENTS

Un troisième pont ?

La circulation entre les deux rives de la Seine est un sujet évident d'insatisfaction pour les Essonnien. Afin d'y remédier, construire un nouveau pont entre Draveil et Ablon est une idée sexagénaire et qui n'a cependant jamais abouti.

La réexaminer aujourd'hui se défend à la condition de pouvoir financer ce coûteux projet sans aucune augmentation d'impôt et surtout d'écouter les dizaines de milliers d'habitants,

à Athis-Mons et ailleurs, rebutés avant tout par les menaces sur leur cadre de vie.

Le lancement d'un débat public sur le sujet sera donc vain si le Conseil Départemental n'étudie pas ces deux préoccupations précises avec le plus grand soin.

On n'en prend malheureusement pas le chemin.

TENIR NOS ENGAGEMENTS

01 60 91 90 69 / grpe.tenirnosengagements@gmail.com

Pascal PICARD, Christine RODIER, Georges TRON.